

## Le développement financier de l'Algérie: Quels effets de la dépendance à la rente pétrolière?

KARA Rabah

Maître de Conférences -B- à la Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et des  
Sciences Commerciales Université de Tizi-Ouzou. Algérie

rabah.kara@hotmail.fr

### Résumé

#### Le développement financier de l'Algérie: quels effets de la dépendance à la rente pétrolière?

Le présent article montre que le développement financier est influencé par la dépendance aux ressources naturelles. Il montre aussi que les systèmes financiers sont moins développés dans les économies dominées par les ressources naturelles. Toutefois, dans le cas de l'Algérie et sa dépendance à la rente pétrolière, on ne peut avancer le syndrome hollandais et la malédiction des ressources comme unique réponse à son faible développement financier, mais elle est à rechercher, aussi du côté de la qualité de ses institutions.

**Mots clés:** Développement financier; Dépendance aux ressources naturelles; qualité des institutions; Dépendance à la rente pétrolière; Algérie.

**Code JEL:** G10, G20, Q39

### Abstract

#### Financial development of Algeria: What effects of oil dependency?

This article shows that financial development is influenced by dependence on natural resources. It also shows that financial systems are less developed in resource-dominated economies. However, in the case of Algeria and its oil dependency, the Dutch syndrome and the resource curse can't be advanced as the only answer to its weak financial development, but it must be sought, also on the quality side of its institutions.

**Keywords:** Financial Development; Resource dependence; Quality of institutions; oil dependency; Algeria.

**JEL Classification code:** G10, G20, Q39

### Introduction

Depuis les années 1980, de nombreuses études ont confirmé la relation négative entre la croissance économique et l'abondance des ressources naturelles dans les pays en développement et de nombreuses études<sup>1,2</sup> débattent sur les causes de la malédiction des ressources. Ces études ont surtout tenté d'expliquer la faible croissance économique dans les pays riches en ressources. Mais ils ont négligé l'impact de l'abondance des ressources sur le développement financier et accordé peu d'attention à la aux effets de l'abondance des ressources sur le développement financier.

En fait, il pourrait être soutenu que cette malédiction des ressources peut également toucher le développement financier et mène à l'affaiblissement du système financier du pays. Selon les études empiriques disponibles, le développement financier est faible dans la plupart des économies pétrolières en développement. Elle peut être exprimée à travers les mêmes mécanismes par lesquels l'abondance des ressources provoque un ralentissement de la croissance économique dans les pays dépendant du pétrole, et peut également affaiblir le développement financier.

---

<sup>1</sup>. RODRIGUEZ, F., SACHS J.D. (1999). Why do resource-abundant economies grow more slowly? A new explanation and an application to Venezuela, *Journal of Economic Growth*, 4, 277-303.

<sup>2</sup>. ROBINSON, J.A., TORVIK, R., VERDIER T. (2006). Political foundations of the resource curse, *Journal of Development Economics*, 79, 447-468.

Quels sont les effets de la dépendance aux ressources naturelles sur le développement du système financier de l'Algérie? C'est ce que le présent article essaye de comprendre et d'expliquer.

Ainsi, il sera structuré en trois sections. Après un rappel sur la définition du développement financier, la deuxième section est une revue de littérature sur la relation entre l'abondance des ressources naturelles et le développement financier. Une appréciation des effets de la dépendance aux ressources naturelles sur le développement financier de l'Algérie sera présentée dans la troisième section.

### 1. Le concept de développement financier : essai de définition

Le concept « développement financier » n'a pas encore de définition précise, et ceci est dû, selon Goldsmith<sup>3</sup>, à la complexité de la structure financière qui évolue différemment dans le processus de développement de divers pays.

Les systèmes financiers des pays présentent en effet, des formes d'organisations typiques, mais durables, c'est ce que suggère le recours à la notion de structure financière qui présente selon Goldsmith les caractéristiques majeures et relativement stables, propres à l'agencement des composantes du système financier. Cet auteur la justifie ainsi :

*« Les pays diffèrent quant à leur structure financière, quant au caractère exact, au mode de fonctionnement et à la dimension respective des différents types d'instruments et d'institutions financières, quant au degré de concentration atteint dans les différentes catégories d'institutions financières et(...) quant au rapport entre le volume des instruments financiers (...) et le volume des grandeurs économiques significatives telles que la richesse nationale, le produit national, la formation de capital et l'épargne »<sup>4</sup>.*

Le développement du système financier se traduit par une diversification des instruments ou actifs financiers. Autrement dit, le développement financier est caractérisé par un processus actif d'innovation financière qui élargit la gamme d'instruments financiers, mais qui affecte cependant les différents pays avec une ampleur inégale. Les opérateurs concernés interviennent dans le cadre d'institutions et de marchés financiers dont la différenciation et la multiplication constituent une seconde manifestation marquante du développement financier.

Plus tard, l'émergence de la théorie de la libéralisation financière qui « s'est développée sur la critique de la répression financière dans les pays en développement »<sup>5</sup>, considère la libéralisation du secteur financier comme synonyme de développement financier. En effet, McKinnon<sup>6</sup> et Shaw<sup>7</sup> ont défendu, chacun de son côté, un nouveau point de vue, celui de la libéralisation financière et ils l'ont présenté comme une solution à la répression financière et un moyen d'assurer le développement financier et par conséquent accélérer la croissance économique des pays en développement. Ainsi, ils soulignent l'effet négatif de la répression financière (plafonnement des taux d'intérêt, politique d'allocation sélective du crédit, protectionnisme financier), qui réduit la formation du capital, biaise les choix techniques au détriment des activités intensives en main d'œuvre et conduit à des investissements intensifs en capital de piètre qualité<sup>8</sup>.

<sup>3</sup>. GOLDSMITH, R.W. (1969). *Financial structure and development*. Yale University Press, New Haven, CT.

<sup>4</sup>. GOLDSMITH, R.W. (1969). *Op. Cit.* p 33.

<sup>5</sup>. EMRAN, M. S., STIGLITZ, J. E. (2009). Financial liberalization, financial restraint, and entrepreneurial development. Available at SSRN 1332399. P1

<sup>6</sup>. MCKINNON, R. I., (1973). *Money and Capital in Economic Development*. Washington, DC: Brookings Institution.

<sup>7</sup>. SHAW, E., (1973). *Financial Deepening In Economic Development*. New York: Oxford University Press.

<sup>8</sup>. JACQUET, P., POLLIN, J. P. (2012). Systèmes financiers et croissance. *Revue d'économie financière*, (2), 77-110.

Les conclusions de McKinnon<sup>9</sup> et Shaw<sup>10</sup>, ont donné naissance au modèle de libéralisation financière, connu par l'appellation du modèle de McKinnon-Shaw en 1973 restent prédominantes dans la littérature économique. Ce modèle se caractérise par un abandon de la politique de répression financière, jugée nuisible à l'économie, et par l'adoption de la politique de libéralisation financière.

Les auteurs démontrent, par le biais de ce modèle, la nécessité de supprimer les restrictions sur les taux d'intérêts officiels et de l'augmentation de leur niveau et/ou d'une réduction du taux d'inflation, de sorte à hausser les taux d'intérêt réels. Cette augmentation des taux d'intérêt réels provoque à son tour un accroissement de l'épargne, ce qui améliore, par conséquent, le volume des ressources financières disponibles à l'investissement et éventuellement le taux de croissance de l'économie. Ces auteurs ont donc créé le concept de libéralisation financière à partir d'une lecture critique de la notion de répression financière, pratiquée dans les pays en développement dans les années cinquante et soixante. Ils ont donc simplement assimilé la libéralisation financière au développement financier. La figure ci-dessous, résume le processus de croissance économique expliqué par la théorie de libéralisation financière.

**Figure 1. Schéma explicatif de la théorie de la libéralisation financière**



**Source :** KARA, R, ALIZIANE, M.O. (2016). Les incidences des politiques de libéralisation financière sur le développement financier en Algérie. *Revue académique des études sociales et humaines*. Université Hassiba Benbouali de Chlef, Algérie, (16), 13-25.

Cette similitude entre le développement financier et la libéralisation financière a marqué, pendant ces dernières décennies, les stratégies de développement prônées par les institutions financières internationales (le FMI en particulier), qui sont d'ailleurs principalement tournées et basées sur le marché. Ces institutions ont encouragé la mise en place de structures purement concurrentielles sur le marché financier, ainsi qu'une liberté de détermination des taux d'intérêt. Cette logique tranche avec les pratiques de la répression financière, où les taux d'intérêt sont administrativement fixés et où la concurrence est limitée dans le secteur financier<sup>11</sup>.

Dans cette logique, un système financier concurrentiel et libéralisé est considéré comme nécessaire pour la mise en place d'un secteur privé clef du développement économique. Ainsi, la politique de libéralisation financière, d'ouverture et de privatisation, est considérée comme l'orthodoxie des politiques de développement économique.

Cette vision du développement financier, est inspirée de l'approche fonctionnelle du système financier défendue par Levine<sup>12</sup> et par Demirgüç-Kunt et Levine<sup>13</sup>. Une approche qui offre un cadre théorique permettant d'apprécier la performance d'un système financier au travers de l'analyse de ses différentes fonctionnalités.

Cette approche fonctionnelle définit le développement financier et son rôle dans la croissance économique. En se basant sur l'idée que les coûts d'acquisition de l'information, l'application des contrats financiers déjà établis et la réalisation des transactions financières légitiment le recours à des types particuliers de contrats financiers, de marchés financiers et

<sup>9</sup>. MCKINNON, R. I., (1973). *Op. Cit.*

<sup>10</sup>. SHAW, E., (1973). *Op. Cit.*

<sup>11</sup>. BEJI, S. (2009). *Le développement financier pour les pays du sud de la Méditerranée à l'épreuve de la mondialisation financière* (Doctoral dissertation, Université Paris-Nord-Paris XIII), p 22.

<sup>12</sup>. LEVINE, R. (1997). Financial Development and Economic , *Journal of Economic Literature* , Vol. XXXV (06), p. 688–726.

<sup>13</sup>. LEVINE, R. (2004): « Finance and Growth : Theory and Evidence », *NBER Working Paper Series*, N°10766. P 5-6

d'intermédiaires financiers. Par exemple, l'émergence des banques qui améliorent l'accès aux informations sur les firmes et les entrepreneurs, contribue à l'amélioration de l'allocation des crédits<sup>14</sup>.

Par conséquent, pour Demirgüç-Kunt et Levine il y a « *développement financier lorsque les instruments financiers, des marchés et des intermédiaires financiers améliorent - sans nécessairement les supprimer- les coûts d'obtention de l'information, les coûts d'exécution des contrats et les coûts de transaction et donc faire en sorte de fournir une meilleure prestation des cinq fonctions financières.* »<sup>15</sup> Ainsi, le développement financier implique l'amélioration de (i) la production d'informations *ex ante* sur les investissements possibles, (ii) le suivi des investissements et la mise en œuvre de la gouvernance d'entreprise, (iii) la négociation, la diversification et la gestion du risque, (iv) la mobilisation et la collecte de l'épargne, et (v) l'échange de biens et services. Chacune de ces fonctions financières peuvent influencer sur l'épargne et les décisions d'investissement et donc sur la croissance économique<sup>16</sup>.

La définition structurelle se base sur la nature de structure du système financier et son développement, la définition fonctionnelle se base, quant à elle, sur les fonctions que doit accomplir le système financier pour minimiser les frictions. Ainsi, on peut dire qu'il y'a développement financier quand les structures financières (institutions financières et marchés financiers), sont développées, C'est-à-dire ,qu'il existe une gamme complète d'actifs financiers et d'institutions financières et que ces dernières parviennent à accomplir leurs fonctions en matière de financement de l'économie.

## 2. L'abondance des ressources naturelle et le développement financier: une revue de littérature

Comme le développement financier joue un rôle important dans le développement économique<sup>17</sup>, examiner la relation entre la rente pétrolière et le développement financier peut apporter des éclaircissements sur les mécanismes de la malédiction des ressources et du faible taux de croissance économique dans les pays producteurs de pétrole. Ainsi, dans ce point, nous examinons l'impact direct et indirect (à travers la qualité institutionnelle) des revenus pétroliers sur le développement financier. L'examen de cette relation peut fournir une nouvelle interprétation des différents niveaux du développement financier entre les pays.

Les études relatives à la malédiction des ressources sont divisées en deux grands volets. Certaines études ont examiné le syndrome hollandais et ont expliqué les causes de la malédiction des ressources seulement du point de vue économique<sup>18,19,20</sup>. Un autre volet d'études a porté une attention particulière au rôle de la qualité institutionnelle dans la malédiction des ressources<sup>21,22,23</sup>.

<sup>14</sup>. LEVINE, R. (1997), *Op, Cit.*

<sup>15</sup>. DEMIRGÜÇ-KUNT. A., LEVINE. R. (2008). *Finance, Financial Sector Policies, and Long-Run Growth*, World Bank, Policy Research Working Paper, ( N°4469).

<sup>16</sup>. *Ibid.*

<sup>17</sup>. KING, R.G., LEVINE, R., (1993). Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right, *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 717-737.

<sup>18</sup>. VAN WIJNBERGEN, S. (1984). The "Dutch disease": a disease after all? *Economic Journal*, 94, 41-55.

<sup>19</sup>. MATSEN E., TORVIK, R. (2005). Optimal Dutch disease, *Journal of Development Economics*, 78, 494-515.

<sup>20</sup>. SACHS, J.D., WARNER, A.M. (2001). Natural Resources and Economic Development: The Curse of Natural Resources, *European Economic Review*, 45, 827-838.

<sup>21</sup>. SALA-I-MARTIN, X., AAUBRAMANIAN, A. (2003), Addressing the Natural Resource Curse: An Illustration from Nigeria, NBER Working Paper, 9804, 1-46.

<sup>22</sup>. ROSS, M. (2001), Political Economy of Resource Curse, *World politics*, 51(2), 297-322.

<sup>23</sup>. BALAND, J., FRANCOIS, P. (2000), Rent Seeking and Resource Booms, *Journal of Development Economics*, 61(2), 527- 542.

### 2.1. Le développement financier et le syndrome hollandais

Le problème le plus important qui apparaît dans les pays riches en ressources est le syndrome hollandais. Ce phénomène économique a été constaté dans de nombreux pays où les exportations sont concentrées dans un seul secteur. L'exploitation des ressources naturelles conduit à déplacer les facteurs de production loin des secteurs industriels<sup>24,25</sup>. Donc, l'abondance des ressources tend à rétrécir le secteur commercial.

Cependant, le secteur du commerce joue un rôle important dans le développement financier. Selon des études empiriques, il existe une relation positive entre le secteur du commerce et le développement financier. Certains économistes, croient que l'expansion du secteur du commerce dans un pays conduit à une augmentation des besoins de l'entreprise aux ressources financières extérieures<sup>26</sup>. Donc, l'abondance qui affaiblit le secteur commercial peut également avoir un effet négatif sur le développement financier. En outre, le syndrome hollandais diminue les investissements dans les secteurs de production. Donc, la demande potentielle sur la finance est diminuée et le système financier est affaibli.

### 2.2. Malédiction des ressources et qualité institutionnelle

Dans la majorité des pays, les revenus des ressources naturelles appartiennent au gouvernement. Par conséquent, la qualité des institutions et de la gouvernance jouent un rôle important dans la malédiction ou la bénédiction de l'abondance des ressources. Le rôle de la qualité des institutions peut être étudié en deux dimensions.

La première dimension est liée à la maturité du cadre institutionnel. Si le pétrole est découvert dans un pays avec des institutions matures et efficaces (comme la Norvège), la rente pétrolière serait une bénédiction, et si le pétrole est découvert dans un pays avec des institutions immatures et inefficaces, la rente pétrolière serait une malédiction. La seconde est liée au bas âge du cadre institutionnel dans les pays. Dans de telles circonstances, les rentes pétrolières fournissent le contexte de la création d'un gouvernement rentier<sup>27</sup>.

Dans la majorité des pays en développement, les rentes pétrolières ont conduit à la modification de la structure institutionnelle et, par ce biais, cause la lenteur de la croissance économique. Par conséquent, l'abondance des ressources, non seulement elle affecte directement la croissance économique, mais affecte aussi indirectement l'économie à travers la qualité des institutions. Donc, si la qualité des institutions est altérée par la rente pétrolière, on peut donc parler de la malédiction des ressources. Dans la plupart des pays dépendants du pétrole, la faiblesse de la qualité des institutions est due aux énormes rentes pétrolières.

Si le gouvernement a un revenu important et direct à partir de ressources naturelles, l'effet de rente serait créé<sup>28</sup>. Ces rentes ont un effet significatif sur la qualité des institutions et sur la gouvernance. Ainsi, il existe divers mécanismes par lesquels les ressources naturelles peuvent affecter les institutions et par la suite, affecter le développement financier. Premièrement, l'accès du gouvernement aux énormes recettes pétrolières diminue la nécessité pour le gouvernement de se financer par l'impôt. Dans de telles circonstances, le gouvernement ne serait pas dans l'obligation de rendre des comptes à la population, qui de son côté, émet moins d'exigence en matière de responsabilités qui permettent de défendre et de garantir les droits de propriété et la sécurité économique.

<sup>24</sup>. VAN WIJNBERGEN, S. (1984), *Op, Cit.*

<sup>25</sup>. GYLFASSON, T., HERBERTSSON, T.T., ZOEAGA G. (1999), A mixed blessing natural resources and economic growth, *Macroeconomic Dynamics*, 3, 204–225.

<sup>26</sup>. RASTI, M. (2009), Comparative Analysis of Different Aspect of Development (Economic, Trade, Financial and human) in OPEC Countries, *Business Studies*, new (39), 65-77.

<sup>27</sup>. APERGIS, N., PAYNE, J. E. (2014). The oil curse, institutional quality, and growth in MENA countries: Evidence from time-varying cointegration. *Energy Economics*, 46, 1-9.

<sup>28</sup>. ROSS, M. (2001), *Op, Cit.*

Cette situation permet, à son tour, de réduire la pression exercée sur le gouvernement pour améliorer la qualité institutionnelle. Les faibles droits de propriété provoquent une distorsion de l'entreprise et diminuent l'incitation à investir<sup>29</sup>. En outre, la réduction de la sécurité et de l'affaiblissement des droits de propriété conduisent à la diminution de l'innovation, la créativité et également, l'esprit d'entreprise dans la société. Comme les entrepreneurs sont le promoteur potentiel du développement financier<sup>30</sup>, l'affaiblissement des droits de propriété peut nuire aux marchés financiers.

Deuxièmement, le rendement prévu des activités de recherche de rente est élevé et le coût d'opportunité de ces activités est faible. En conséquence, les individus seront en concurrence pour contrôler l'allocation de ces ressources et parvenir à ces recettes<sup>31</sup>. La généralisation de la recherche de rente peut causer la corruption dans le gouvernement et également dans le milieu des hommes d'affaires, réduit l'investissement productif et détourne l'allocation des ressources<sup>32</sup>.

La recherche de rente réduit également les incitations à l'innovation et à la créativité, parce que les gens préfèrent obtenir une rente élevée et laisser les activités de production<sup>33</sup>. La corruption peut réduire la confiance vis à vis des responsables et donc réduit leur crédibilité politique. Ainsi, la mise en œuvre de certaines réformes financières sera difficile pour le gouvernement<sup>34</sup>. En outre, certains chercheurs soutiennent que lorsque le rapport (ratio) des entrepreneurs aux chercheurs de rente est réduit, le développement financier est affaibli en raison de la réduction de sa demande.

Troisièmement, l'abondance des ressources peut affaiblir les incitations privées et publiques à accumuler le capital humain<sup>35</sup>. En outre, cette abondance peut réduire le capital humain de la société qui est un facteur important pour le développement financier. Comme le capital humain détermine le niveau de la confiance qui est le facteur le plus important pour les contrats financiers, la réduction de la confiance peut affaiblir le niveau du développement financier. Par ailleurs, le faible niveau de capital humain peut avoir des effets négatifs sur l'investissement dans le capital physique, parce qu'ils se complètent mutuellement dans les entreprises productives<sup>36</sup>. Donc, l'abondance de ressources conduit à affaiblir le développement financier, en raison de la réduction du niveau du capital humain.

Quatrièmement, les gouvernements qui détiennent d'énormes rentes pétrolières empêchent la formation de partis politiques, parce que, ces groupes sociaux peuvent devenir puissants pour revendiquer leurs droits politiques. Donc, leur absence fera moins de pression sur le gouvernement pour rendre des comptes. En outre, le gouvernement empêche la modernisation de l'économie, parce qu'un secteur industriel puissant est un obstacle pour le pouvoir politique du gouvernement<sup>37,38</sup>. Dans de telles circonstances, le gouvernement ne

<sup>29</sup>. HOOSHMAND, M., SM, S. A. H., RAJABZADEH MOGHANI, N. (2013). Oil rents, institutions and financial development: Case study of selected oil exporting countries. *Research Journal of Recent Sciences*, 2277, (2502), 100-108

<sup>30</sup>. YUXIANG, K., CHEN, Z. (2010), Resource Abundance and Financial Development: Evidence from China, *Resource Policy*, 36, 72-79.

<sup>31</sup>. ASADI, Z., BAHRAMI, J., TALEBLOO, R. (2013). The Effects of Resources Curse Phenomena on Financial Development and Economic Growth: A Dynamic Panel Approach. *Journal of Economic Growth and Development Research*, 10, 9-26.

<sup>32</sup>. GYLFASON, T., ZOEGA, G. (2001), Natural Resources and Economic Growth: The Role of Investment, CEPR Discussion Papers.

<sup>33</sup>. RAHMANI, T., GOLESTANI, M. (2009), The Analysis of Oil Resource Curse and Rent seeking on Income Distribution in Selected Oil Countries, *Iranian Journal of Economic Research*, 44(89), 57-86.

<sup>34</sup>. YUXIANG, K., CHEN, Z. (2010), *Op. Cit.*

<sup>35</sup>. GYLFASON, T. (2001), Natural resources, education, and economic development, *European Economic Review*, 45, 847-859.

<sup>36</sup>. YUXIANG, K., CHEN Z. (2010), *Op. Cit.*

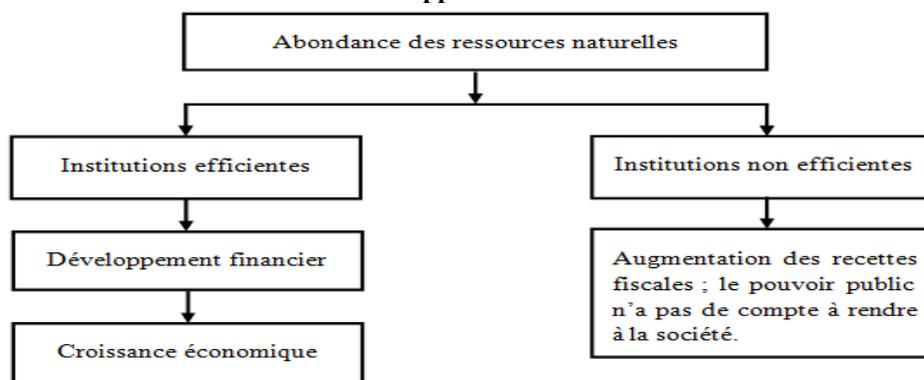
<sup>37</sup>. ROSS, M. (2001), *Op. Cit.*

peut pas accepter facilement d'être gêné ou destitué et la démocratie ne peut être établie. En réalité, dans ce type de société, le pouvoir est simplement dans la main de groupes spéciaux et de capteurs de rente.

De nombreuses études<sup>39, 40</sup> liées à l'importance de la démocratie dans le développement financier indiquent qu'un gouvernement démocratique fournit un meilleur droit de propriété et d'exécution des contrats et plus d'encouragement à investir qu'un gouvernement autocratique. En d'autres termes, la démocratie favorise le renforcement du développement financier. Ainsi, l'abondance des ressources peut affaiblir le développement financier à travers le mécanisme mentionné.

La figure suivante montre l'effet direct ainsi que l'effet indirect (par le canal de la qualité institutionnelle) de la rente des ressources naturelles sur le développement financier, dans les importants pays en voie de développement.

**Figure 2. Synthèse schématique de l'effet de l'abondance des ressources naturelles sur le développement financier**



**Source :** KARA, Rabah (2017), Analyse du développement financier de l'Algérie (1962-2015): approche institutionnelle historique, thèse de doctorat *Es Sciences Economiques*, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Algérie, p 146.

### 3. La dépendance aux ressources naturelles et le développement financier de l'Algérie

Depuis son indépendance et jusqu'à aujourd'hui, l'Algérie tire ses revenus essentiellement de l'exportation des hydrocarbures et des matières premières brutes vers les marchés internationaux, caractérisés par une volatilité forte et un déclin tendanciel. Cette situation devenue de plus en plus délicate, conduit progressivement à l'impasse économique et ainsi politique.

Dès le milieu des années 1970, l'économie imposait ses règles à un Etat «central et puissant» dans un cadre de pouvoir dominé par un parti unique et concentré de fait entre les mains d'un seul homme, sans libre adhésion des parties prenantes de la société. Un pouvoir basé essentiellement sur la rente des hydrocarbures, utilisant des dépenses publiques considérables, ce qui a renforcé la dépendance de l'économie vis-à-vis du pétrole qui est devenu quasi-totale, causant ainsi une situation d'inefficience économique et de faible compétitivité qui est devenue une caractéristique permanente de l'économie de l'Algérie et que l'on retrouve à toutes les phases de son développement.

<sup>38</sup>. AUTY, R. (2001), Resource Abundance and Economic Development. UNU/WIDER Studies in Development Economics, *Oxford University press*.

<sup>39</sup>. CLAGUE, C., KEEFER, P., KNACK, S. OLSON, M. (1996), Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies, *Journal of Economic Growth*, 1, 243-276.

<sup>40</sup>. OLSON M. (1993), Dictatorship, Democracy and Development. *American Political Science Review*, 87(3), 567-576.

La longue période mouvementée, qui a commencé dès le milieu des années 1980, imposait donc un changement politique et social à la situation de statut quo qui maintient l'économie dans un état de stagnation durable. Cependant, les réformes enclenchées durant cette période voient des lenteurs dans la mise en œuvre, cela est causé principalement par la chute des prix du pétrole qui est une commodité, liée à des marchés financiers globaux et complexes. Les prix sont sujets à des variations dépendantes de facteurs exogènes qui peuvent avoir des impacts sérieux sur la direction que peuvent prendre les marchés. Ni l'Algérie, ni les autres producteurs de pétrole n'y peuvent rien. Les vrais maîtres de l'univers dans ce cas sont les traders, les gestionnaires de fonds spéculatifs et leurs investisseurs, qui contrôlent des contrats portant sur des centaines de milliards de dollars.

Le développement de la culture rentière a des répercussions économiques importantes sur la sphère réelle et un impact non négligeable sur son développement financier, d'un côté il a constitué une élite rentière défavorable pour un développement financier, et d'un autre côté, il a causé la faible diversification économique qui entraîne une concentration des crédits bancaires sur quelques secteurs. Aussi la rentabilité du système bancaire est fortement tributaire des prix des hydrocarbures dans le cas d'un pays rentier.

Deux explications sont avancées par les économistes du développement pour expliquer la situation de faible développement financier dans un pays exportateur de pétrole comme l'Algérie.

### 3.1. Le développement financier de l'Algérie et le syndrome hollandais

Comme on l'a développé auparavant, depuis les années 1980, nombreuses sont les études qui ont expliqué la faible croissance économique dans les pays riches en ressources. Mais ils ont négligé l'impact de l'abondance des ressources sur le développement financier, cela peut être expliqué à travers les mêmes mécanismes par lesquels l'abondance des ressources provoque un ralentissement de la croissance économique dans les pays dépendants du pétrole et notamment en Algérie.

Mais dans le cas de l'Algérie, le syndrome hollandais n'est pas présenté comme une explication suffisante de la dépendance permanente et absolue de l'économie vis-à-vis des hydrocarbures et de l'incapacité à construire une économie et un secteur financier solide. En effet, la thèse du syndrome hollandais se manifeste à travers les séquences suivantes<sup>41</sup>:

- La hausse des recettes pétrolières induit une augmentation de la demande des biens à travers l'augmentation du revenu national. Cette hausse de la demande n'a pas d'effet sur le prix international des biens importés. Il s'ensuit une appréciation du taux de change effectif réel (TCER).
- Par contre, la pression que la demande nouvelle exerce sur les biens non commercialisés à l'étranger (terres, construction, commerce, certains services, etc.) entraîne une augmentation du prix de ces biens. Il s'ensuit une incitation des entreprises à aller vers la production de ces biens et à délaisser la production de biens de consommation industriels qui subissent une concurrence de la part de produits importés.

Une telle thèse semble être confirmée dans le cas de l'Algérie, le recensement économique montre que la plupart des entreprises algériennes opèrent précisément dans des secteurs abrités (commerce, services, construction,...) pour ne pas s'exposer à la concurrence des importations. Elle se heurte cependant à l'observation de l'évolution économique lorsqu'on considère les effets des booms pétroliers successifs qu'a connus l'économie algérienne<sup>42</sup>:

- L'augmentation des revenus n'a pas entraîné une appréciation du taux change réel. La gestion du taux de change nominal par la banque d'Algérie et les dévaluations

<sup>41</sup>. TEMMAR, H.A. (2015). *L'économie de l'Algérie 1970-2014 : les stratégies de développement économique*, TI, Alger, OPU. p. XXXV.

<sup>42</sup>. *Ibid.* p. XXXV.

successives de la monnaie nationale ont au contraire induit une dépréciation du taux de change réel à long terme.

- Le délaissement des biens de consommation industriels par suite de l'appréciation du TCER, aurait du mener à une situation où une dépréciation du taux de change réel induit un investissement dans le secteur de production de ces biens et une diversification de l'économie. Or, cette séquence ne s'est pas réalisée en Algérie; la dépréciation du taux de change s'est accompagnée d'une décroissance du secteur industriel.

Donc, la thèse du syndrome hollandais retient que l'appréciation ou la volatilité du taux de change qui est le facteur de diffusion du phénomène se réalise librement sur le marché ; mais dans le cas de l'Algérie, le flottement stable ou, dans tous les cas, n'a pas connu d'appréciation significative. Peut être, faut il retenir qu'une situation de syndrome hollandais s'accompagne d'un comportement de facilité en matière de dépenses du fait de la disponibilité de ressources en devises abondantes. Mais cela rejette l'argument structurel<sup>43</sup>.

### 3.2. Malédiction des ressources et qualité institutionnelle de l'Algérie

On comprend alors que l'argument de l'utilisation de la rente est pertinent d'une manière indirecte. La disponibilité d'une rente financière importante contribue à une gouvernance inefficace car orientée vers des objectifs non économiques, ce qui entraîne une faible compétitivité de l'économie et son incapacité de décoller. La justification d'un tel comportement de l'économie se trouve à un autre niveau, celui de l'idéologie<sup>44</sup>.

En effet, en Algérie, les revenus des ressources naturelles appartiennent au gouvernement. Par conséquent la qualité des institutions et de la gouvernance jouent un rôle important dans la malédiction ou la bénédiction de l'abondance des ressources. Si on fait le rapprochement entre ce qui a été dit précédemment, on s'aperçoit que le pétrole a été découvert en Algérie à la fin presque de la période coloniale, où les institutions algériennes n'étaient pas matures, donc inefficaces, et le cadre institutionnel de bas âge après l'indépendance, a fourni les conditions de la formation d'un pouvoir rentier. Un tel contexte affecte le développement financier du pays directement à travers le syndrome hollandais et indirectement à travers la qualité des institutions.

On peut citer des causes spécifiques (d'ordre économique ou politique), de nature conjoncturelle ou même structurelle pour expliquer le sous développement du système financier de l'Algérie, par exemple le prix du pétrole dont la hausse incite au statut quo donc, à une situation qui privilégie le non développement du système financier, mais l'histoire économique de l'Algérie montre que les facteurs idéologiques d'indépendance et d'égalité et la nature des institutions sont les paramètres qui, au rythme de l'importance des ressources financières, expliquent l'état du processus de développement financier.

En ce sens, il existe diverses logiques selon lesquelles les ressources naturelles peuvent affecter les institutions et par la suite affecter le développement financier. En effet, l'objectif de tout système financier est de financer l'économie à travers le financement des entreprises. L'Etat fait la collecte des impôts pour financer son fonctionnement et met en œuvre ses politiques économiques et sociales. Cela dans une économie non rentière. Mais l'accès du gouvernement aux énormes recettes pétrolières diminue la nécessité de créer un système financier efficace, parce qu'il n'a pas besoin des impôts des entreprises pour son fonctionnement, ni pour faire fonctionner ces programmes économiques et sociaux. Cela désavantage le développement financier.

Dans de telles circonstances, l'Etat n'est plus dans l'obligation de construire un système fiscal efficace. Ainsi, le gouvernement n'a pas d'engagement ni de comptes à

<sup>43</sup>. TEMMAR, H.A. (2015), *Op, Cit.* p. XXXII.

<sup>44</sup>. *Ibid.* p. XXXVIII.

rendre et cela réduit la pression pour améliorer la qualité institutionnelle, ce qui nuit aux intermédiaires et au marché financier et donc au développement financier.

### Conclusion

Au final, on retiendra que l'explication par le syndrome hollandais et la malédiction des ressources n'est pas suffisante et cela n'explique pas entièrement le phénomène tendanciel de faible performance du système financier algérien. Si elles fournissent des explications sur ce sous-développement, aucune n'épuise entièrement le problème.

Toutefois, il est peut être essentiel de rappeler en quelque points les conclusions faites sur l'impact de la dépendance aux ressources naturelles sur le développement financier dans les pays en développement, c'est-à-dire :

- la recherche de rente réduit les incitations à l'innovation et à la créativité, parce que les gens préfèrent obtenir une rente élevée et laisser les activités de production.
- la généralisation de la corruption dans les milieux officiels et des hommes d'affaire peut affecter la confiance en le gouvernement et donc réduit sa crédibilité politique et sa capacité dans la mise en œuvre des réformes financières.
- l'abondance des ressources peut affaiblir les incitations privées et publiques à accumuler du capital humain. Comme ce dernier détermine le niveau de la confiance qui est le facteur le plus important pour les contrats financiers, la détérioration des liens de confiance peut affaiblir le niveau du développement financier.
- Le capital humain est un facteur important pour le développement financier. Par ailleurs, le faible niveau de capital humain peut avoir des effets négatifs sur l'investissement dans le capital physique, parce qu'ils se complètent mutuellement dans les entreprises productives. Donc, l'abondance de ressources conduit à affaiblir le développement financier, en raison de la réduction du niveau du capital humain.
- les gouvernements qui détiennent d'énormes rentes pétrolières empêchent la formation de partis politiques, parce que ces groupes sociaux peuvent devenir puissants pour prendre leurs droits politiques. Donc, leur absence fera moins de pression sur le gouvernement pour rendre des comptes.
- le gouvernement empêche la modernisation de l'économie, parce qu'un secteur industriel fort et parfait est un obstacle pour le pouvoir politique du gouvernement.
- Dans de telles circonstances, le gouvernement ne peut pas accepter facilement d'être dérangé ou destitué et la démocratie ne peut être établie. En réalité, dans ce type de société, le pouvoir est simplement dans la main de groupes spéciaux et de chercheurs de rente.
- De nombreuses études liés à l'importance de la démocratie dans le développement financier indiquent qu'un gouvernement démocratique fourni un meilleur droit de propriété et d'exécution des contrats et plus d'encouragement à investir qu'un gouvernement autocrate. En d'autres termes, la démocratie favorise le renforcement du développement financier. Ainsi, l'abondance des ressources peut affaiblir le développement financier à travers le mécanisme mentionné.

### Références Bibliographiques

1. APERGIS, N., PAYNE, J. E. (2014). The oil curse, institutional quality, and growth in MENA countries: Evidence from time-varying cointegration. *Energy Economics*, 46, 1-9.
2. ASADI, Z., BAHRAMI, J., TALEBLOO, R. (2013). The Effects of Resources Curse Phenomena on Financial Development and Economic Growth: A Dynamic Panel Approach. *Journal of Economic Growth and Development Research*, 10, 9-26.
3. AUTY, R. (2001), Resource Abundance and Economic Development. UNU/WIDER Studies in Development Economics, *Oxford University press*.
4. BALAND, J., FRANCOIS, P. (2000), Rent Seeking and Resource Booms, *Journal of Development Economics*, 61(2), 527- 542.

5. BEJI, S. (2009). *Le développement financier pour les pays du sud de la Méditerranée à l'épreuve de la mondialisation financière* (Doctoral dissertation, Université Paris-Nord-Paris XIII), France.
6. CLAGUE, C., KEEFER, P., KNACK, S. OLSON, M. (1996). Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies, *Journal of Economic Growth*, 1, 243-276.
7. DEMIRGÜÇ-KUNT. A., LEVINE. R. (2008). *Finance, Financial Sector Policies, and Long-Run Growth*, World Bank, Policy Research Working Paper,( N°4469).
8. EMRAN, M. S., STIGLITZ, J. E. (2009). Financial liberalization, financial restraint, and entrepreneurial development. Available at SSRN 1332399.
9. GOLDSMITH, R.W. (1969). *Financial structure and development*. Yale University Press, New Haven, CT.
10. GYLFASSON, T. (2001), Natural resources, education, and economic development, *European Economic Review*, 45, 847–859.
11. GYLFASSON, T., HERBERTSSON, T.T., ZOEGA G. (1999), A mixed blessing natural resources and economic growth, *Macroeconomic Dynamics*, 3, 204–225.
12. GYLFASSON, T., ZOEGA, G. (2001), Natural Resources and Economic Growth: The Role of Investment, CEPR Discussion Papers.
13. HOOSHMAND, M., SM, S. A. H., RAJABZADEH MOGHANI, N. (2013). Oil rents, institutions and financial development: Case study of selected oil exporting countries. *Research Journal of Recent Sciences*, 2277, (2502), 100-108
14. JACQUET, P., POLLIN, J. P. (2012). Systèmes financiers et croissance. *Revue d'économie financière*, (2), 77-110.
15. KARA, Rabah (2017). *Analyse du développement financier de l'Algérie (1962-2015): approche institutionnelle historique*, thèse de doctorat Es Sciences Economiques, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Algérie.
16. KARA. R, ALIZIANE, M.O. (2016). Les incidences des politiques de libéralisation financière sur le développement financier en Algérie. *Revue académique des études sociales et humaines*. Université Hassiba Benbouali de Chlef, Algérie, (16), 13-25.
17. KING, R.G., LEVINE, R., (1993). Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right, *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 717-737.
18. LEVINE, R. (1997). Financial Development and Economic , *Journal of Economic Literature* , Vol. XXXV (06), p. 688–726.
19. LEVINE, R. (2004): « Finance and Growth : Theory and Evidence », *NBER Working Paper Series*, N°10766. P 5-6
20. MATSEN E., TORVIK, R. (2005). Optimal Dutch disease, *Journal of Development Economics*, 78, 494-515.
21. MCKINNON, R. I., (1973). *Money and Capital in Economic Development*. Washington, DC: Brookings Institution.
22. OLSON M. (1993), Dictatorship, Democracy and Development. *American Political Science Review*, 87(3), 567-576.
23. RAHMANI, T., GOLESTANI, M. (2009), The Analysis of Oil Resource Curse and Rent seeking on Income Distribution in Selected Oil Countries, *Iranian Journal of Economic Research*, 44(89), 57-86.
24. RASTI, M. (2009), Comparative Analysis of Different Aspect of Development (Economic, Trade, Financial and human) in OPEC Countries, *Business Studies*, new (39), 65-77.
25. ROBINSON, J.A., TORVIK, R., VERDIER T. (2006). Political foundations of the resource curse, *Journal of Development Economics*, 79, 447-468.
26. RODRIGUEZ, F., SACHS J.D. (1999). Why do resource-abundant economies grow more slowly? A new explanation and an application to Venezuela, *Journal of Economic Growth*, 4, 277-303.
27. ROSS, M. (2001), Political Economy of Resource Curse, *World politics*, 51(2), 297-322.
28. SACHS, J.D., WARNER, A.M. (2001). Natural Resources and Economic Development: The Curse of Natural Resources, *European Economic Review*, 45, 827-838.
29. SALA-I-MARTIN, X., AAUBRAMANIAN, A. (2003), Addressing the Natural Resource Curse: An Illustration from Nigeria, NBER Working Paper, 9804, 1-46.
30. SHAW, E., (1973). *Financial Deepening In Economic Development*. New York: Oxford University Press.
31. TEMMAR, H.A. (2015). *L'économie de l'Algérie 1970-2014 : les stratégies de développement économique*, TI, Alger, OPU.
32. VAN WIJNBERGEN, S. (1984), The "Dutch disease": a disease after all? *Economic Journal*, 94, 41–55.
33. YUXIANG, K., CHEN, Z. (2010), Resource Abundance and Financial Development: Evidence from China, *Resource Policy*, 36, 72-79.